

LE TEMPS

INCIDENCES

Covid-19: le nécessaire réveil du multilatéralisme



OPINION. A l'instigation de l'Allemagne, 24 Etats membres de l'Alliance pour le multilatéralisme se sont retrouvés par vidéoconférence le 16 avril pour apporter leur soutien à l'OMS, écrit notre chroniqueur François Nordmann





François Nordmann

Publié mardi 21 avril

0000 11 00 1

Il y a un peu plus d'un an, la France et l'Allemagne ont appelé les Etats favorables à un ordre multilatéral fondé sur le respect du droit international et sur des institutions internationales fortes à se rassembler dans une coalition informelle, l'Alliance pour le multilatéralisme. Une cinquantaine de pays ont répondu à cet appel. La réforme et la modernisation des organisations internationales dont la gouvernance était défailante était à l'ordre du jour. La promotion du droit international humanitaire, la cybersécurité, les questions liées au réchauffement climatique, l'égalité des genres sont autant de thèmes choisis par l'Alliance pour revitaliser le multilatéralisme. Deux réunions ministérielles ont déjà eu lieu à

Autres articles sur le thème



UE Angela Merkel appelle à l'adoption rapide du plan de relance



ÉDITORIAL Maires de toutes les batailles



SERBIE Des manifestations tendues après l'annonce d'un couvre-feu en Serbie

New York et à Genève. La crise déclenchée par le coronavirus, les attaques du président Trump contre l'OMS en pleine pandémie, allant jusqu'à suspendre les versements des Etats-Unis, et la désinformation menée par la Chine ont amené la coprésidence allemande à convoquer une nouvelle réunion.

Critiques visant Trump

A son instigation, 24 Etats membres de l'Alliance se sont retrouvés par vidéoconférence le 16 avril dernier pour apporter leur soutien à l'OMS. Il s'agit entre autres de l'Argentine, du Chili, de l'Espagne, des pays nordiques à l'exception du Danemark, de l'Indonésie, du Mexique, du Pérou et de Singapour. La Suisse, membre de l'Alliance, y a également participé, et le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des affaires étrangères, a signé la déclaration. En réaffirmant le

rôle central de l'OMS dans le dispositif de lutte contre le coronavirus, ainsi que la nécessité de la solidarité et de la coopération internationale, la déclaration a pris diplomatiquement le contre-pied des positions américaines. Le conseiller fédéral Alain Berset, chef du Département de l'intérieur, a tenu des propos semblables lorsqu'il a participé à la réunion des ministres de la Santé du G20 le 19 avril dernier.

L'attitude agressive du président Trump à l'égard de l'OMS ne laissait pas d'autre choix aux ministres des pays membres de l'Alliance que de soutenir sans réserve l'organisation qui détient le mandat de coordonner la riposte à la pandémie. La déclaration reflète cet appui quasiment inconditionnel. Les ministres dénoncent aussi la désinformation, qui est mortelle dès lors qu'elle fait obstacle à une réponse efficace des Etats à la pandémie. Les dégâts causés par la diffusion de fausses nouvelles préoccupent les

gouvernements, y compris celles relatives à l'origine de la pandémie et aux premières réponses qui lui ont été apportées: l'allusion aux silences et aux prévarications de la Chine est évidente. Pourtant on est en droit de se demander ce qu'il est advenu de la volonté réformatrice de l'Alliance, proclamée l'an dernier à sa création? A l'issue de la réunion, M. Heiko Maas, le ministre allemand des Affaires étrangères, qui la présidait, a comparé, lors d'une conférence de presse, le comportement américain à celui des passagers d'un avion qui jetteraient le pilote par les hublots en plein vol: c'est irresponsable. Pour ce qui est des reproches de Washington, M. Maas a ajouté en réponse à une question que le moment viendra où les Etats, de concert avec l'OMS, tireront le bilan de l'exercice, comme ils l'ont toujours fait après les récentes pandémies et autres alertes sanitaires. Mais l'heure n'a pas encore sonné pour un tel examen.

Moderniser les institutions

On peut le comprendre, mais l'Alliance doit prendre au sérieux la mission qu'elle s'est donnée de réformer et de moderniser les institutions internationales. C'est même un travail en profondeur nécessaire et urgent dans le contexte actuel: comme le relève M. Henry Paulson, ancien ministre américain des Finances, la reconstruction des relations économiques, tâche prioritaire au lendemain de la pandémie, aura besoin d'institutions internationales rénovées – OMC, FMI, Banque mondiale notamment, qu'il s'agit d'adapter de toute urgence à la hauteur des défis et des responsabilités qui les attendent.

Chroniques précédentes:

- L'OMS survivra-t-elle à la pandémie de coronavirus?
- Renforcer la gouvernance mondiale

